

L'Afrique du Sud, « une dictature constitutionnelle », accuse Jacob Zuma

@rib News, 21/09/2021 Source AFP L'ex-président sud-africain, Jacob Zuma, dont la condamnation à 15 mois de prison pour outrage a été définitivement confirmée la semaine dernière par la justice, a taxé lundi le pays de « dictature constitutionnelle ». « L'Afrique du Sud aujourd'hui est en train de passer d'une démocratie constitutionnelle à une dictature constitutionnelle », clame-t-il dans un communiqué transmis par sa fondation.

La Cour constitutionnelle sud-africaine a rejeté vendredi de manière cinglante la requête de l'ancien président qui lui demandait de revenir sur sa décision de le condamner à la prison ferme pour avoir obstinément refusé de comparaître devant une commission d'enquête sur la corruption exercée sous sa présidence (2009-2018). « La condamnation pour outrage est une des nombreuses anomalies dont je suis victime dans cette dictature constitutionnelle émergente », poursuit-il, rappelant son passé de prisonnier de l'apartheid sur l'île de Robben Island. Incarcéré en juillet, M. Zuma, 71 ans, est en liberté conditionnelle pour raisons médicales depuis début septembre. Hospitalisé depuis août hors de la prison dans laquelle il avait commencé à purger sa peine, il a subi une opération dont les raisons sont restées obscures. La justice a demandé des examens complémentaires sur son état de santé. Cette première déclaration de l'ex-chef de l'État depuis sa mise derrière les barreaux survient la veille d'une nouvelle audience dans son procès pour corruption. Dans cette affaire vieille de 20 ans, l'ancien président est accusé d'avoir reçu des pots-de-vin du général de l'armée Thabo Mbeki, inculpé de son côté de corruption et blanchiment d'argent. Il doit répondre de seize chefs d'accusation de corruption et racket. L'incarcération de M. Zuma avait déclenché une vague sans précédent de violences et pillages en Afrique du Sud, qui ont fait plus de 350 morts. L'actuel président Cyril Ramaphosa avait annoncé une tentative orchestrée pour stabiliser le pays. « Je demande à tous ceux qui me soutiennent de garder la ferme et inébranlable conviction que ce n'est pas fini. Je continuerai à me battre », invite Jacob Zuma. « Il est important de garder l'Afrique du Sud que combattre ces poursuites menées contre moi fait partie de la lutte pour la justice, la dignité et le respect de l'Africain noir », ajoute-t-il.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});